

Apporter une aide vitale

Le personnel du HCR vérifie et aide des réfugiés, des demandeurs d'asile et d'autres personnes relevant de la compétence de l'organisation dans le centre d'hébergement de Rondon I, à Boa Vista, au Brésil.

Les conflits continuent de déclencher d'importants déplacements dans le monde. En septembre 2018, le HCR répondait à dix situations d'urgence de grande ampleur touchant des réfugiés et des déplacés internes dans 24 pays — dont deux situations d'urgence de niveau 3 mobilisant l'ensemble du système, déclarées par le Comité permanent interorganisations (IASC) en République arabe syrienne (Syrie) et au Yémen. Le HCR a également déclaré huit nouvelles urgences de niveau 2 selon sa classification interne pour répondre aux besoins de protection et d'assistance des réfugiés qui arrivaient au Nigéria,

en Ouganda, au Tchad et dans les pays affectés par les situations des mouvements mixtes au nord de l'Amérique Centrale et de la République bolivarienne du Venezuela, ainsi qu'aux besoins des déplacés internes dans les provinces de l'Ituri et du Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). Conformément aux Orientations stratégiques du Haut Commissaire, qui accordent la priorité à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence pour apporter un soutien solide et rapide aux réfugiés et aux déplacés internes, le HCR poursuivra son action de protection et d'assistance, en particulier dans les

environnements à haut risque pour la sécurité.

La capacité de préparation du HCR est fondée sur une évaluation rigoureuse des risques, qui tient compte des droits, de la dignité et des besoins de protection exprimés par les personnes. Les partenariats restent au cœur de la préparation et de la réponse aux urgences. Pour appuyer les opérations d'urgence en cours dans

le monde, le HCR travaillera en étroite collaboration avec les primo-intervenants qui jouent un rôle essentiel, notamment les gouvernements nationaux, les autorités locales et les organisations non gouvernementales. Le HCR cherchera également à nouer de nouveaux partenariats et renforcera l'engagement de ses partenaires locaux par des initiatives sur mesure, comme des ateliers et des séances de formation.

RÉPONDRE AUX SITUATIONS D'URGENCE



Un convoi de l'ONU atteint Tall Refaat, apportant des articles de secours essentiels à quelque 50 000 femmes, hommes et enfants qui ont été obligés de fuir leurs foyers à Afrin, en Syrie.

La liste **HALEP** permet aux équipes de pays d'identifier leurs points forts et leurs lacunes dans les domaines clés de la préparation aux situations d'urgence.



Pour en savoir plus (en anglais)

Préparation aux situations d'urgence

La collaboration entre le HCR, les gouvernements, la société civile et d'autres acteurs, comme les organismes de développement, dès les premiers stades de la préparation est essentielle pour apporter avec efficacité une aide vitale aux personnes qui ont été forcées de fuir.

Le HCR a identifié, dans 64 pays, 24 situations exposées à un risque d'urgence moyen ou élevé. Pour surveiller ces situations et suivre le niveau de préparation des pays, l'organisation s'appuie sur HALEP,

la liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence. Cet outil aide à déterminer les points forts et les lacunes de la préparation et à analyser l'aptitude et la capacité des opérations à répondre de manière coordonnée. Il permet également au HCR de fixer le soutien global pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Les opérations exposées à un risque moyen ou élevé de déclenchement d'une situation d'urgence sont identifiées au moyen d'une analyse régulière des risques. En 2019, la surveillance et l'appui en matière de préparation se poursuivront

et un plus grand nombre d'opérations seront tenues de rendre compte de la mise en œuvre des mesures prescrites par HALEP.

La politique sur les situations d'urgence, publiée en 2017, donne à l'organisation un cadre pour mieux se préparer et mieux répondre aux besoins des personnes déplacées pendant les situations d'urgence, en se concentrant sur l'analyse des risques et la préparation en amont des crises. En 2019, le HCR s'appuiera sur les enseignements passés pour améliorer la rapidité et l'efficacité de la réponse, en débloquent rapidement des fonds d'urgence et des stocks de secours prépositionnés, en accélérant les procédures de sélection afin de déployer du personnel et des partenaires dans

les plus brefs délais, et en impliquant davantage, dès le début des crises, les organisations de développement, les communautés et le secteur privé dans la recherche de solutions.

Pour renforcer sa préparation, le HCR a recours à des sources de données et à des technologies innovantes, comme l'analyse prévisionnelle des mouvements de population pour faciliter la planification des opérations, et les outils de surveillance des réseaux sociaux. En 2019, l'organisation consolidera sa capacité d'analyse en utilisant des sources de données non traditionnelles pour mieux anticiper les urgences et orienter la prise de décisions dans ce domaine.

La « Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence » distingue trois niveaux dans les situations d'urgence, avec des responsabilités et des fonctions de coordination clairement définies.

Le **Niveau d'urgence 1**, dit de **préparation proactive**, est déclaré pour déclencher des mesures actives de préparation à une éventuelle crise humanitaire. Ces mesures sont prises dans l'opération ou les opérations concernées avec l'appui du Siège, le déploiement de missions de préparation, et la mise à disposition de moyens financiers, humains et matériels.

Le **niveau d'urgence 2** s'applique à une situation qui nécessite un appui et des ressources supplémentaires du Siège pour permettre à l'opération du pays de répondre efficacement et en temps voulu.

Le **niveau d'urgence 3**, pour une réponse de l'ensemble du HCR, s'applique à une situation exceptionnellement grave, dans laquelle l'ampleur, le rythme d'évolution, la complexité, et les répercussions de la crise dépassent les capacités de réponse existantes au niveau de l'opération présente dans le pays, et exigent une réponse globale impliquant l'ensemble du HCR.

Au niveau de l'ensemble du système humanitaire, une **situation d'urgence de niveau 3 (L3), à l'échelle du système**, vise à renforcer la direction, la coordination et la responsabilité dans les réponses interorganisations aux grandes crises humanitaires. La déclaration d'une situation d'urgence de niveau 3, effectuée par le Coordonnateur des secours d'urgence au nom de l'IASC, entraîne l'activation d'outils et de mécanismes destinés à assurer l'action efficace de l'ensemble du système. Elle crée des outils et des moyens qui permettent au système humanitaire de prendre des décisions rapides et solides et de coordonner efficacement ses activités. Elle engage également les organisations membres de l'IASC à soutenir la mobilisation de niveau 3. Les procédures de déclaration d'une situation d'urgence de niveau 3 sont en cours de révision au sein de l'IASC.

Réponse aux situations d'urgence

ÊTRE PRÊTS POUR RÉPONDRE AUX URGENCES

Le HCR peut fournir du matériel de secours à 600 000 personnes déplacées dans un délai de 72 heures, y compris en cas d'urgences simultanées.



Les stocks de secours du HCR sont prépositionnés dans sept entrepôts stratégiquement situés en Afrique, en Asie et en Europe.
*Chiffres actualisés en octobre 2018.

Pour veiller à ce que les processus, les outils, les ressources et les systèmes de la chaîne d'approvisionnement facilitent une livraison dans les plus brefs délais et s'adaptent à l'évolution rapide des réalités opérationnelles, le HCR continuera de recourir à des stocks prépositionnés dans ses sept entrepôts mondiaux, situés à des emplacements stratégiques en Afrique, en Asie et en Europe. Ces stocks permettent d'approvisionner jusqu'à 600 000 personnes déplacées dans un délai de 72 heures par voie aérienne, terrestre ou maritime. Le HCR et ses partenaires peuvent ainsi livrer des articles de secours apportant aux populations l'aide vitale d'urgence dont elles ont besoin.

La gestion de la chaîne d'approvisionnement et les structures organisationnelles seront systématiquement revues et adaptées. La gestion des stocks mondiaux, un approvisionnement et une gestion des fournisseurs solides ainsi qu'un appui aux

interventions d'aide en espèces, seront assurés. Pour assurer l'utilisation efficace de ses ressources limitées, l'organisation harmonisera et simplifiera les procédures, introduira des systèmes et des outils modernes et professionnaliser son personnel. Le HCR proposera également des solutions de mobilité à d'autres agences des Nations Unies grâce à la gestion mondiale de son parc de véhicules.

La réponse à la crise au Bangladesh offre un bon exemple de ce qui peut être fait et du type de capacité qu'il convient de maintenir en 2019. Dès le début de la crise, le HCR a rapidement accru sa capacité de réponse en déployant un personnel qualifié issu du fichier de réserve, notamment des spécialistes de la protection, des achats, de l'aménagement des sites ou de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) afin de renforcer les préparatifs en prévision de la mousson.

Pendant les trois premiers mois de la situation d'urgence, plus de 100 membres du personnel d'urgence du HCR et de ses partenaires ont été déployés pour venir en aide à près de 900 000 réfugiés, parallèlement à l'acheminement de produits de première nécessité et d'abris destinés à répondre aux besoins essentiels des ménages.

La mise en œuvre de réponses d'urgence rapides et de qualité nécessite un personnel spécialisé, disponible sur-le-champ. Les membres de l'équipe de réserve du HCR peuvent être déployés dans un délai de 72 heures pour aider les opérations à gérer et à coordonner une intervention

d'urgence globale, fondée sur des principes, centrée sur la population et orientée sur la protection, qui répond aux besoins les plus pressants des réfugiés, des déplacés internes et des populations d'accueil en matière d'aide humanitaire et de protection. L'équipe permanente de réserve est complétée par le fichier ordinaire du personnel mobilisable en urgence et par les équipes des partenaires de réserve, qui réunissent des spécialistes techniques de la sécurité, de la prévention et de la réponse en matière de violences sexuelles ou de genre, de la santé, des ressources humaines, du secteur WASH, ainsi que de la gestion des programmes et de l'approvisionnement.

Partenaires de réserve du HCR

Le HCR travaille avec un large éventail de partenaires de réserve, afin de compléter le personnel permanent des services d'urgence de l'organisation par le déploiement d'experts chargés de la protection, de la coordination, de l'enregistrement et de secteurs techniques. Les partenaires de réserve assurent également des services spécialisés, concernant notamment l'alimentation en eau et l'assainissement, les technologies de communication et les énergies renouvelables. Ils fournissent en outre des infrastructures, comme des bureaux et des dispositifs d'hébergement dans les nouvelles opérations, qui se déroulent souvent dans des sites isolés.

Le HCR a conclu 18 accords, en vigueur actuellement, avec des partenaires de réserve pour assurer la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Trois nouveaux accords sont en cours d'élaboration.

- L'Agence fédérale allemande de secours technique *Bundesanstalt Technisches Hilfswerk* (THW)
- L'Agence suédoise pour la protection civile (MSB)
- CANADEM
- Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, États-Unis
- La Commission des Casques blancs, Argentine
- Le Conseil danois pour les réfugiés
- Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC)
- La Direction de la protection civile et de la planification de mesures d'urgence, Norvège
- La Direction du développement et de la coopération (DDC), Suisse
- *Dutch Surge Support Water*
- *Emergency.lu* / Ministère des Affaires étrangères, Luxembourg
- La Fondation Veolia Environnement
- iMMAP
- *International Humanitarian Partnership*
- *Irish Aid*
- Le Ministère du développement international, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (DFID)
- *RedR* Australie
- *Save the Children* Norvège

Un personnel prêt aux déploiements d'urgence doit être adéquatement formé. Le HCR propose une vaste gamme de formations, notamment une formation en ligne, des sessions sur la gestion des opérations d'urgence et des formations avec mise en situation. Un programme interorganisations sur la direction des équipes d'urgence est exécuté en collaboration avec des partenaires. Dans la mesure du possible, des séances de formation seront assurées par, et en partenariat, avec des gouvernements et des acteurs humanitaires dans des régions et des pays préalablement identifiés. En 2019, la création et le renforcement de fichiers de spécialistes amélioreront la capacité de réponse du personnel de réserve dans plusieurs domaines thématiques essentiels, comme les finances et l'administration, la protection, et les technologies de l'information et de la communication. Le HCR continuera d'étoffer le fichier des cadres supérieurs pour les urgences, qui permet de déployer

un personnel expérimenté pour diriger et coordonner la réponse de l'organisation aux situations d'urgence de grande ampleur.

Le HCR travaille avec les gouvernements pour trouver des solutions dès le début des situations de déplacement. De nouveaux profils, au sein du personnel des partenaires de réserve, apporteront des connaissances spécialisées sur les liens entre l'aide humanitaire et l'aide au développement en vue de favoriser l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de développement nationaux.

Le HCR renforcera également la prise de décisions opérationnelles, obtiendra de meilleurs résultats en matière de protection et de recherche de solutions grâce à un mécanisme de collaboration interorganisations permettant de partager les informations recueillies au niveau communautaire sur les populations relevant de sa compétence, ce qui améliorera également l'efficacité de la réponse aux déplacements internes.

Un objectif important du HCR est de veiller au plein respect des règles, réglementations, politiques et instructions applicables par les opérations, en particulier dans les premières phases d'une situation d'urgence. Pour appuyer les opérations d'urgence, le HCR a entrepris des missions de suivi, spécifiquement centrées sur la gestion de l'approvisionnement, en Angola, au Bangladesh et en RDC.

Offrir protection et assistance dans des contextes sécuritaires à haut risque

En 2019, le HCR continuera de travailler dans des contextes sécuritaires complexes et à haut risque afin de protéger et d'aider des personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer. La nécessité de fournir une aide vitale impose au personnel d'opérer à proximité ou à l'intérieur même des zones de conflit actif. La présence continue du HCR dans des pays tels que l'Afghanistan, la Libye, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen, nécessite de solides mesures et procédures de sécurité pour protéger le personnel qui tente d'avoir accès aux personnes ayant désespérément besoin de secours.

Le respect du devoir de protection de l'organisation à l'égard de son personnel dans l'exercice de sa mission humanitaire demeure un exercice d'équilibre délicat. Le HCR veille à ce que ses collaborateurs soient sensibilisés et formés aux questions de sécurité. Ceci est particulièrement important pour les cadres qui gèrent des opérations à haut risque. Dans les situations où les risques sont élevés, des

spécialistes de la sécurité seront déployés pour entreprendre des évaluations des risques, conseiller les cadres et prendre des mesures. L'intégration de la sécurité du personnel, des réfugiés et des autres personnes touchées par les conflits restera essentielle en 2019. Dans le cadre d'une gestion des risques et de la sécurité prenant en compte l'intégration, le HCR continuera de travailler étroitement avec les populations touchées, réfugiées ou déplacées internes, ainsi qu'avec les communautés d'accueil afin de gagner leur confiance et leur adhésion aux mesures de planification et de préparation.

Ces dernières années, le devoir de protection est devenu l'une des priorités principales du Secrétaire général des Nations Unies. En tant qu'organisme chef de file du groupe de travail interorganisations et interfonctionnel sur le devoir de protection, créé au sein du Comité de haut niveau sur la gestion, le HCR continuera de renforcer son devoir de protection. L'organisation a publié une instruction administrative sur les « mesures d'appui au personnel en poste dans des lieux d'affectation à haut risque » en août 2018. Les prestations et l'appui destinés au personnel nommé dans des sites à haut risque seront améliorés à tous les stades du déploiement. Les activités de formation, de communication et de sensibilisation relatives au devoir de protection seront poursuivies, tout comme la meilleure intégration du devoir de protection dans les objectifs des dirigeants et dans les cadres de gestion des risques et d'organisation des responsabilités du HCR.

Plus de
2 000
membres du
personnel ont
été formés aux
procédures
d'urgence et de
sécurité en 2018.



La Colombie à l'aide des Vénézuéliens vulnérables

« Nous n'avons jamais eu l'intention de partir, et pourtant, aujourd'hui nous sommes là » dit Yuliany Ayala, une Vénézuélienne de 22 ans qui est arrivée il y a un an dans la ville frontalière de Maicao, située dans la région désertique de La Guajira, au nord-est de la Colombie, avec son mari Adrián Vega et Diose, leur fils de quatre ans.

Cet abri est devenu une bouée de sauvetage pour beaucoup et un exemple qui illustre la manière dont les gouvernements, les ONG et d'autres acteurs de la région répondent aux besoins fondamentaux des Vénézuéliens qui ont quitté leur pays.

Comme à Maicao, le HCR soutient les partenaires et les gouvernements locaux, en Colombie et dans la région, pour répondre aux besoins croissants de la population vénézuélienne en mouvement. Les projets vont de l'équipement des cuisines et des abris temporaires, à l'augmentation des ressources aux hôpitaux en passant par le soutien aux services de garde d'enfants.



Des réfugiés et des migrants vénézuéliens reçoivent du pain à la Casa de Paso Divina Providencia, un centre de distribution de vivres géré par l'Église catholique et soutenu par le HCR à Cúcuta, en Colombie.

© HCR/Stephen Ferry

Lire la suite >



DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2019

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2019

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

CAPACITÉ ET EFFICACITÉ RENFORCÉES EN MATIÈRE DE RÉPONSE D'URGENCE. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Équipes de réponse d'urgence constituées, formées et déployées

Gérer et coordonner la réponse auprès des populations touchées par un conflit et assurer la prise en charge de leurs besoins les plus pressants dans les situations d'urgence déclarées de niveau 3 dans un délai de 72 heures.

Fournir un appui et des ressources supplémentaires dans les situations d'urgence de niveau 1 et 2 afin d'assurer une réponse rapide et efficace.

Donner aux bureaux de pays la possibilité de combler des lacunes par le déploiement à court terme d'équipes de réserve des services d'urgence.

Mécanismes d'alerte rapide et de planification de mesures d'urgence optimisés

Continuer à s'engager activement dans le Groupe de référence de l'IASC sur la préparation et la résilience, ainsi que dans son Groupe d'analyse sur l'alerte précoce, l'action rapide et les initiatives connexes.

Surveiller les niveaux de préparation globaux pour les situations confrontées à un risque moyen ou élevé au moyen de la liste HALEP, et garantir le respect des obligations déclaratives sur l'état de préparation.

Offrir un appui ciblé pour la préparation, en fonction des évaluations HALEP.

Contribuer à l'élaboration d'outils destinés à améliorer, au sein du HCR, les systèmes de préparation aux situations de déplacement interne.

Gestion des fichiers d'urgence et des partenaires de réserve optimisée pour répondre aux besoins opérationnels

Créer et mettre en service la base de données pour les déploiements.

Diriger les consultations bilatérales du HCR avec les partenaires de réserve, participer aux consultations des partenaires de réserve et aux travaux de leur comité de direction pour la formation et contribuer financièrement au secrétariat des activités de formation.

Faciliter la sélection pour les fichiers internes du HCR, contribuer au maintien de fichiers fonctionnels et faciliter le déploiement de personnels dans les situations d'urgence.

CAPACITÉS, COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES STIMULÉES ET PERFECTIONNÉES. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Formation à la gestion des situations d'urgence assurée

Former plus de 360 membres du personnel du HCR et des organisations partenaires dans le cadre de 3 ateliers sur la gestion des urgences, 3 formations avec mise en situation d'urgence, 1 programme sur la direction des opérations d'urgence et 2 séances de formation interorganisations sur la direction et la préparation des équipes d'urgence.

Former quelque 340 personnes, issues du personnel des ONG, du HCR et des services gouvernementaux via le Centre régional de Bangkok (e-Centre).

Mettre à disposition une formation en ligne sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence.

Nouveaux programmes et supports d'enseignement et de formation élaborés

Intégrer les enseignements tirés de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence dans les supports de formation et d'orientation, ainsi que dans le programme de diverses sessions de formation.

Créer des sujets ou des entrées pour le manuel des situations d'urgence et publier de nouvelles instructions, ainsi que les leçons tirées de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence.

ÉLABORATION DES POLITIQUES AMÉLIORÉE. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Mise en œuvre et efficacité des politiques suivie et évaluée

Continuer à examiner la rapidité et l'efficacité des opérations d'urgence de l'organisation et suivre l'application de la politique sur les situations d'urgence par des examens en temps réel.

Continuer à entreprendre des analyses qualitatives et quantitatives des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la politique sur les situations d'urgence, ainsi que des défis rencontrés et des progrès réalisés dans le cadre d'un exercice sur mesure.

Politiques actuelles poursuivies et actualisées

Offrir un appui aux révisions de politiques, aux initiatives, aux activités et aux processus internes ou externes en rapport avec les situations d'urgence.

Intégrer et publier des politiques liées aux urgences dans le Manuel en ligne sur les situations d'urgence.

CULTURE DE LA SÉCURITÉ RENFORCÉE AU SEIN DE L'ORGANISATION. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Identification et déploiement de spécialistes de la sécurité optimisés pour répondre aux besoins opérationnels

Identifier, présélectionner, évaluer et faire passer des entretiens aux candidats aux postes de professionnels de la sécurité sur le terrain.

Accueillir et intégrer les nouveaux conseillers à la sécurité sur le terrain.

Assurer une formation et un perfectionnement de suivi pour renforcer les compétences et les qualifications nécessaires à l'exercice de la fonction de conseiller à la sécurité sur le terrain du HCR.

Exposition globale du HCR aux risques surveillée

Gérer l'ensemble des autoévaluations annuelles sur le respect des normes de sécurité (MOSS).

En tant que secrétariat du Comité directeur pour la sécurité, coordonner les enquêtes ciblées sur certaines opérations à haut risque.

Vérifier toutes les demandes d'habilitation de sécurité déposées pour les missions dans des zones à haut risque.

GESTION DES APPROVISIONNEMENTS MONDIAUX OPTIMISÉE POUR UNE DISTRIBUTION EFFICACE. LE HCR PRÉVOIT DE :

Stocks de matériels logistiques, d'articles et d'équipements informatiques fournis

Fournir des articles de secours à 600 000 personnes relevant de la compétence du HCR dans des situations d'urgence complexes et simultanées dans un délai de 72 heures au moyen de sept stocks mondiaux.

Étendre la révision des passations de marchés à 10 pays préalablement sélectionnés, notamment en y incluant un suivi des passations de marchés par les partenaires, en particulier dans les opérations d'urgence.

Gestion des contrats optimisée pour une plus grande efficacité opérationnelle

Reconduire 60 accords-cadres avec des fournisseurs d'articles de secours essentiels pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence, assurant des produits d'excellente qualité, une livraison rapide, une capacité de production suffisante et un coût le plus faible possible.

Simplifier et clarifier les procédures et les directives sur les passations de marchés afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la réponse et de la gouvernance d'urgence. À cet effet, le HCR finalisera la révision du chapitre 8 sur la simplification des instructions administratives.

Passation de marchés internationaux entreprise

Collaborer avec les opérations sur le terrain et les soutenir activement, en mettant l'accent sur l'assistance en espèces et la réponse d'urgence.

Examiner avec efficacité les offres pour les situations d'urgence et les soumettre au Comité des marchés d'urgence dans un délai de 72 heures.

Gestion des entrepôts améliorée et maintenue

Maintenir les pratiques de gestion globale des stocks et d'inventaire des entrepôts mondiaux, renforcer le développement et le suivi afin de sécuriser de manière optimale les infrastructures d'approvisionnement et de préserver les équipements et autres biens.

Systèmes et procédures d'approvisionnement élaborés et améliorés

Entreprendre des contrôles de qualité pour s'assurer que les articles de secours essentiels répondent aux caractéristiques techniques et aux besoins des personnes relevant de la compétence du HCR, ainsi que des audits d'usines, pour vérifier que les produits sont fabriqués conformément aux normes du HCR portant sur les questions éthiques, sociales et environnementales, ainsi que sur les conditions de travail.

Système de gestion du matériel et des équipements élaboré et maintenu

Continuer à mettre en œuvre ses programmes sur la gestion du parc de véhicules, les assurances et la mise au rebut; les activités d'entretien et/ou de réparation, en cours d'élaboration, seront ajoutées.

PRÉVENIR ET RÉPONDRE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE



Rahua*, 22 ans, a fui l'Érythrée en 2015 et a été victime de violences physiques, psychologiques et sexuelles, infligées par des passeurs. Le HCR a évacué la jeune femme et ses amies au Niger, un pays qu'elles s'apprentent à quitter pour se réinstaller en Europe et y commencer une nouvelle vie. (*Nom modifié à des fins de protection)

Les violences sexuelles et de genre (SGBV) menacent la vie, la santé, la sûreté et les droits fondamentaux des personnes que le HCR s'est engagé à protéger. Bien que les femmes et les jeunes filles en situation de risque soient les plus touchées, des témoignages de plus en plus nombreux indiquent que les hommes et les garçons en sont également victimes, ce qui souligne la nécessité d'élargir les programmes. Une approche transectorielle générale est nécessaire pour répondre à la problématique complexe des SGBV. En 2019, le HCR lancera une nouvelle politique sur la prévention des violences sexuelles et de genre ainsi que sur les moyens de les atténuer et d'y répondre, et tous les membres du personnel, dans tous les secteurs, appliqueront des mesures de réduction des risques dans leur travail. L'action du HCR dans ce domaine reposera sur une coordination et des partenariats efficaces avec les pouvoirs publics, les autres agences des Nations Unies, les ONG et les communautés.

Atténuer les risques et prévenir les violences sexuelles et de genre

Conformément à sa nouvelle politique sur l'âge, le genre et la diversité (voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*), le HCR s'est également doté d'une nouvelle stratégie de prévention des violences sexuelles et de genre, qui insiste sur l'importance décisive des mesures de réduction et d'atténuation des risques dans les programmes humanitaires. Tous les secteurs ont une responsabilité dans la réduction des risques de SGBV. Cette politique s'appuiera sur la stratégie appliquée de 2011 à 2016 pour remédier à certaines lacunes et difficultés persistantes dans le travail humanitaire. Parmi les problèmes qui peuvent exposer les femmes et les filles à des risques de SGBV, il y a notamment l'absence de latrines et de salles de bain collectives adaptées et le manque d'accès sûr à l'énergie et aux combustibles. Les interventions visant à atténuer ces risques consisteront, par exemple, à installer un éclairage collectif, à promouvoir des solutions énergétiques

« L'Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence » est un exemple de ces efforts communs. Le HCR compte parmi les nombreuses organisations qui se sont engagées à appliquer la feuille de route sur cinq ans de l'initiative.



Pour en savoir plus (en anglais)

alternatives, qui évitent de collecter du bois de chauffe dans des zones dangereuses, comme les briquettes et le gaz de pétrole liquéfié, et à encourager les programmes de perfectionnement des techniques artisanales.

Conformément aux « Directives de l'IASC pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire », le HCR continuera à renforcer sa capacité à intégrer l'atténuation des risques dans tous ses secteurs d'intervention. Ceci impliquera la mise en œuvre de mesures, comme des audits réguliers sur la sécurité, destinées à identifier les risques de SGBV dans toutes les opérations. L'intégration de mesures d'atténuation des risques devra être assurée de manière responsable dans toutes les interventions.

Le HCR est, depuis des années, à l'avant-garde de la lutte visant à éliminer les risques de SGBV au sein de son personnel. Ceci s'est traduit par une action résolue pour s'attaquer à l'exploitation et aux atteintes sexuelles ou au harcèlement et aux abus sexuels, prenant la forme d'enquêtes efficaces, de sanctions et de procédures claires, qui ont renforcé la confiance dans les procédures existantes et incité un plus grand nombre de victimes à prendre la parole.

En 2019, l'organisation continuera à identifier et à reproduire les pratiques optimales, consistant par exemple à impliquer les hommes dans des actions responsables pour prévenir les SGBV, les atténuer et y répondre.

Répondre aux violences sexuelles et de genre

Les SGBV englobent les menaces de violence et la contrainte. Elles peuvent être physiques, émotionnelles, psychologiques ou sexuelles et prendre la forme d'une privation de ressources ou d'accès à des services. Elles infligent des souffrances aux femmes, aux filles, aux hommes et aux garçons. Le HCR poursuivra et renforcera ses investissements dans les services qui sont à la base des programmes de réponse aux SGBV, notamment en ce qui concerne la santé, l'accompagnement psychosocial, la sûreté et la sécurité, et l'accès des victimes à la justice. Conformément au Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), des efforts spécifiques continueront de promouvoir des services adaptés et accessibles pour toutes les victimes de violences sexuelles et de genre, y compris pour les hommes et les garçons, et en particulier pour les personnes en situation de risque dès le début des situations d'urgence.



Une réfugiée malienne refuse un mariage forcé et poursuit sa scolarité



Camp de Mbera, Mauritanie. Dans la tente de ses parents, Fatimata écrit et dessine dans ses cahiers. Empilés derrière elle, les matelas et les couvertures qui lui auraient servi de dot.

Fatimata, 12 ans, a résisté à un mariage arrangé et y a échappé de justesse. Son cas est le reflet d'un vaste problème dans la population de réfugiés maliens établis en Mauritanie. C'est grâce à la présence d'un système fiable de protection et d'un réseau de référents pour les enfants dans le camp de Mbera qu'il a été possible d'annuler le mariage forcé et que Fatimata a pu retourner à l'école. Les documents d'état civil constituent également un important outil de protection des enfants, car ils permettent d'intervenir dans les cas de mariages précoces forcés.

« Maintenant que le mariage est annulé, je n'ai plus peur » déclare Fatimata, 12 ans.

La Mauritanie délivre depuis peu des actes de naissance à tous les réfugiés maliens nés dans le camp. Pouvoir établir l'âge de mineurs est déterminant afin d'assurer leur protection ; cela permet aux autorités de recenser les cas de mariages précoces forcés ainsi que d'autres formes d'abus, avant de constituer un dossier de preuves contre les responsables.

Lire la suite >



La présence d'experts sur le terrain, au bon moment, est déterminante pour la mise en œuvre efficace des programmes de réponse. Dans le cadre de son initiative *Safe from the Start*, le HCR avait déployé à la fin du premier semestre 2018 des spécialistes dans 22 pays pour une durée totale de 197 mois. Ces déploiements ont amélioré l'accès des victimes aux services et facilité l'intégration de mesures de réduction des risques de SGBV dans de multiples secteurs. Pour améliorer la programmation et faciliter la présentation de rapports, l'organisation continuera à fournir un appui technique et à déployer des administrateurs expérimentés en charge de la protection, spécialistes de la réponse aux SGBV, tout en renforçant la prise en charge des cas et la gestion de l'information. Le HCR tirera également parti des projets techniques de diverses organisations partenaires — comme l'Agence suédoise pour la protection civile et l'Autorité suédoise de gestion des catastrophes, le Conseil norvégien pour les réfugiés et l'équipe de réserve du Comité international de secours — pour permettre le déploiement d'un personnel spécialisé

dans ses opérations de terrain, à l'appui des programmes de réponse aux SGBV.

Le HCR continuera de travailler en étroite collaboration avec les communautés et le personnel pour identifier les personnes exposées à des risques de SGBV, pour mener une action de sensibilisation, pour offrir les informations pertinentes et pour veiller à ce que des liens soient établis avec les services existants. Pour ce faire, l'organisation aura recours à des programmes de mobilisation des communautés, à des activités de plaidoyer et à des initiatives de formation et d'éducation. En créant un réseau de protection et en encourageant un dialogue continu, le HCR et ses partenaires favorisent les changements de comportement. Ils incitent également les structures communautaires et les institutions nationales à diriger les programmes et les initiatives de prévention et de réponse de telle sorte que tous les acteurs puissent y participer pleinement, dans le cadre de leurs attributions respectives.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2019

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2019

SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION

LE RISQUE DE SGBV EST RÉDUIT ET LA QUALITÉ DE LA RÉPONSE AMÉLIORÉE. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Assurer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes contre les SGBV en situation d'urgence

Déployer des administrateurs principaux en charge de la protection dans 10 opérations pour renforcer la prévention, l'atténuation des risques et la réponse aux SGBV.

Fournir des orientations sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes contre les SGBV

Soutenir le déploiement et la mise en œuvre de la politique du HCR sur les SGBV dans les opérations.

Accroître l'efficacité de la gestion des cas et des données

Fournir un appui technique à 10 opérations afin de renforcer la gestion efficace et éthique des cas et de l'information sur les SGBV.

Renforcer la capacité de prévention et de réponse contre SGBV

Promouvoir le respect à 100% par le personnel de ses obligations de s'inscrire et de suivre la formation en ligne sur les SGBV.

Organiser une formation des formateurs pour le personnel du HCR, en particulier pour un groupe cible de collaborateurs nationaux, afin de renforcer la capacité à mener une action de prévention et de réponse contre les SGBV dans l'ensemble de l'organisation.

Soutenir le déploiement des « Directives de l'IASC pour l'intégration d'interventions ciblant les violences basées sur le genre dans l'action humanitaire » dans deux régions afin de faciliter l'intégration multisectorielle des mesures d'atténuation des risques de SGBV.

Soutenir 8 opérations par des projets pilotes multisectoriels innovants destinés à atténuer les risques et à répondre aux SGBV.

RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR



Samuda, une femme de 35 ans originaire de Buthidaung (Myanmar), et sa fille font partie des 11 000 familles du camp de Kutupalong (Bangladesh) qui reçoivent une allocation d'environ 30 dollars pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Développer les aides en espèces

La plupart des réfugiés vivent dans des lieux où ils ont autant accès aux marchés et aux services que les communautés locales. L'assistance en espèces leur permet de satisfaire leurs besoins de manière digne, tout en stimulant l'économie locale.

Le HCR utilise des aides en espèces pour aider les réfugiés à satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en vivres, eau, éducation, soins médicaux et hébergement. Les personnes déplacées qui reçoivent des aides en espèces ont moins tendance à recourir à des stratégies d'adaptation néfastes, comme

la prostitution de survie, le travail des enfants, la séparation des familles et le mariage forcé. Ces interventions ont également un effet bénéfique sur l'économie locale et peuvent favoriser la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil. Les aides en espèces sont conçues pour atténuer de nombreux risques en matière de protection et pour y répondre, tout en profitant aux économies locales et aux communautés d'accueil. L'approche du HCR s'appuie sur des services intégrés, comprenant des allocations en espèces et des contributions en nature pour obtenir des résultats dans le domaine de la protection et dans différents secteurs.

Depuis le lancement de la Stratégie pour l'institutionnalisation des aides en espèces au HCR (2016-2020), plus de **1,4 milliard** de dollars ont été distribués à plus de **8 millions** de personnes relevant de la compétence du HCR.

LES AIDES EN ESPÈCES

Le HCR utilise les **aides en espèces** pour protéger et assister les personnes les plus vulnérables.

Le HCR en 2018



8 millions
de bénéficiaires d'aides
en espèces depuis 2016



100 pays
à travers le monde
ont un programme d'aides
en espèces



1,4 milliard
de dollars versés en
aides en espèces depuis
2016



Le HCR en 2019



700 personnels du HCR
et de ses partenaires
seront formés aux aides
en espèces



L'utilisation de
systèmes
interopérables
sera accrue



Des accords avec des
fournisseurs de services
financiers seront établis
dans 15 pays

En 2019, le HCR s'efforcera d'offrir des allocations en espèces dans toutes les situations où cette forme d'assistance est adaptée, permettant ainsi aux bénéficiaires de satisfaire leurs besoins essentiels en leur donnant le choix et de la flexibilité. L'amélioration de la qualité des programmes d'aide en espèces, grâce à l'adoption d'une approche holistique pour les besoins essentiels et la protection, demeure au premier plan des priorités du HCR. L'organisation entreprendra des études de faisabilité et assurera un suivi post-distribution dans les principales opérations fournissant des aides en espèces; les informations recueillies seront utilisées pour s'assurer que les futurs programmes couvrent les besoins des plus vulnérables.

À titre d'exemple, le HCR a exécuté en 2018 un projet pilote de distribution d'espèces pour venir en aide à 9 015 familles au Bangladesh, en coordination avec le gouvernement, l'ONG BRAC et la Société bangladaise du Croissant-Rouge. Les ménages ont reçu une allocation unique d'environ 30 dollars pour subvenir à leurs besoins essentiels. Une étude de suivi post-distribution a montré que les espèces avaient été utilisées pour répondre à des besoins essentiels, comme l'alimentation, les soins médicaux, les vêtements, le remboursement de dettes et les combustibles. Les commerçants des environs ont également accueilli favorablement ce programme, qui a stimulé le marché local.

© HCR/Shahid Abu-nada



Une déplacée yéménite, Fatima Mohammed, reçoit une allocation en espèces du HCR à la banque Al Amal Bank, située dans la capitale, Sana'a.

Comblent l'écart entre les besoins et les ressources

Une campagne mondiale destinée à mobiliser des fonds pour les interventions en espèces du HCR

En tirant parti des enseignements de la campagne «Aucun réfugié laissé pour compte», le HCR lancera en 2019 une nouvelle campagne thématique afin de mobiliser des fonds pour ses interventions en espèces au sein du secteur privé. L'objectif est de faire une importante contribution financière aux programmes de distribution d'espèces exécutés par le HCR dans plusieurs pays et d'offrir un filet de sécurité financier à des milliers de familles de réfugiés vulnérables.

Cette nouvelle campagne mondiale a été conçue pour cibler tout l'éventail des donateurs du secteur privé, des particuliers aux grands donateurs. Elle s'articule autour de trois volets distincts, dont un projet innovant qui vise à établir un flux de financement fiable et prévisible entre les donateurs individuels et les familles de réfugiés syriens vulnérables en Jordanie qui sont éligibles aux aides mensuelles en espèces. Le HCR étudie également des pistes de collaboration avec des donateurs gouvernementaux.

Voir la vidéo



Distribuer des espèces en partenariat

Le HCR travaille en partenariat avec le PAM pour atténuer les risques d'abus de la part des prestataires de services issus du secteur privé lors de la distribution d'espèces. Ce projet conjoint a été élaboré en raison de la dépendance croissante des populations vulnérables à l'égard des transferts d'espèces, qui les expose à des abus de pouvoir de la part des agents des prestataires de services financiers, des commerçants et autres.

Le projet incite les agents, commerçants et prestataires de services à adopter un comportement correct au moyen de sanctions et d'une capacité accrue, renforce les droits des consommateurs dans les contrats et permet aux bénéficiaires d'acquérir des connaissances financières de base. Il sera exécuté en collaboration avec des partenaires issus d'alliances publiques et privées, des agences des Nations Unies, du secteur privé, des milieux universitaires et des ONG. Le projet sera déployé dans 20 pays d'ici la fin de l'année 2019.

Au Cameroun, le HCR et le PAM ont adopté une approche unifiée pour répondre aux besoins non satisfaits des réfugiés, en assurant l'accès de ces derniers aux services nationaux disponibles. Dans le cadre d'un partenariat complémentaire avec le PAM, le HCR a lancé un filet de sécurité sociale de transition, destiné à fournir des aides en espèces aux ménages de réfugiés vulnérables qui ne bénéficient pas de l'aide alimentaire du PAM. Ce système, qui est la réplique du système national de protection sociale, peut s'étendre et accroître la couverture lorsque un financement supplémentaire est nécessaire.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2019

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2019

BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

AIDES EN ESPÈCES. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Permettre aux opérations d'exécuter avec efficacité des programmes d'aide en espèces

Soutenir 12 opérations supplémentaires en déployant un personnel spécialisé.
Former 700 autres membres du personnel du HCR et des organisations partenaires à l'assistance en espèces.
Assurer 4 programmes de formation complets.
Animer des séances de formation technique à l'intention d'équipes multifonctionnelles dans 15 opérations.

Veiller à ce que les compétences, processus, systèmes et outils adaptés soient en place pour définir clairement les obligations et exécuter avec efficacité des programmes d'aide en espèces

Permettre à 15 pays supplémentaires de conclure des accords avec des prestataires de services financiers.
Entreprendre des études de marché et/ou un suivi post-distribution dans 30 opérations.

Renforcer les partenariats et les approches collaboratives sur les aides en espèces

Déployer le système de gestion des espèces du HCR dans les opérations qui exécutent des programmes d'aides en espèces.
Accroître l'utilisation du dispositif commun de transfert d'espèces et des systèmes interopérables.

Abris et sites d'installation



Kalobeyei (Kenya) accueille à titre temporaire plus de 26 000 réfugiés, sud-soudanais pour la plupart. Le camp est en cours d'aménagement et se transformera en un site d'installation intégré pour les réfugiés et pour les communautés d'accueil.

En 2019, la mise à disposition d'abris convenables — qu'il s'agisse d'abris d'urgence, semi-permanents ou durables — pour les personnes relevant de la compétence du HCR est une priorité de l'organisation. Après le déplacement, se mettre à l'abri est une question de survie pour les personnes relevant de la compétence du HCR. Tout en assurant une sécurité et une protection contre les éléments, le fait de disposer d'un toit donne aux personnes déplacées le sentiment d'avoir retrouvé un foyer, ce qui est essentiel pour l'unité de la famille comme pour la vie de la communauté.

Chaque année, le HCR répond aux besoins de quelque 4,9 millions de personnes déplacées vivant dans plus de 420 sites d'installation planifiés. L'organisation leur fournit environ 2 millions de bâches en plastique, entre 70 000 et 100 000 tentes, 15 000 unités de logement préfabriquées et une gamme d'abris locaux. L'innovation et les pratiques exemplaires serviront de base à l'élaboration et l'amélioration des différentes options d'abris pour les personnes relevant de la compétence du HCR. Notamment, une nouvelle tente familiale autoportante et

un kit de préparation à l'hiver seront mis à disposition pour appuyer les réponses d'urgence sur le terrain.

La « Politique sur les alternatives aux camps » encourage la recherche de solutions de substitution, qui évitent de créer des camps lorsque les circonstances le permettent. Cependant, il existe partout dans le monde des camps organisés et des sites d'installation assimilables à des camps. De nombreux sites d'installation humanitaires évoluent, les camps d'urgence se transformant progressivement en sites plus durables. En 2019, le HCR redoublera d'efforts pour repenser la planification : l'objectif est de faire en sorte que la conception des sites humanitaires — camps et installations assimilables à des camps — appuie la réalisation des priorités de développement local et à long terme, conformément aux politiques et aux plans de développement nationaux. Le HCR s'inspirera des enseignements tirés des initiatives de planification de sites en Afrique et en Asie (notamment au Kenya, au Népal et en Ouganda) pour renforcer l'aménagement de l'espace et le développement

En 2019, **75 000** personnes relevant de la compétence du HCR recevront des unités de logement pour réfugiés et plus de **20 pays** s'orienteront vers des installations plus durables.

d'installations humanitaires innovantes, favorisant à la fois le développement local et l'intégration des personnes qui relèvent de la compétence du HCR.

Comme le nombre de personnes vivant à l'extérieur des camps augmente, en 2019, le HCR se concentrera sur les besoins d'environ 11,5 millions de réfugiés urbains, en privilégiant l'hébergement hors des camps et dans les zones urbaines. Les personnes relevant de la compétence du HCR dans des centres urbains sont en général dispersées dans de vastes zones, et par conséquent plus difficiles à joindre ; d'autre part, les personnes déplacées et les populations d'accueil vivent souvent dans des logements insalubres, en raison de la pauvreté urbaine. Le HCR renforcera ses partenariats, ses outils et ses modalités de réponse en milieu urbain par :

- De vastes partenariats transversaux combinant une expertise technique importante et des investissements significatifs pour mener des réponses solides et prévisibles en milieu urbain. Les collaborations fructueuses du HCR avec ONU-Habitat, qui intègrent les

approches de planification du développement au Bangladesh et au Kenya, seront renforcées.

- Des stratégies de réponse locales et multisectorielles, mises en œuvre à l'intérieur des systèmes existants et qui les consolident, pour améliorer les conditions de vie des communautés déplacées comme des communautés d'accueil.
- Une utilisation appropriée des aides en espèces pour le logement en milieu urbain, tirant parti des meilleures pratiques observées lors des réponses aux situations en Europe et en République bolivarienne du Venezuela. Ceci favorisera l'inclusion sociale des personnes relevant de la compétence du HCR dans les marchés locatifs existants.

Le HCR continuera également de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires pour surmonter les obstacles qui entravent la réalisation de solutions de logement durables, en accordant une attention particulière aux considérations liées au logement, aux terres et à la propriété.

11,5 millions

de réfugiés vivant en milieu urbain sont confrontés à la pauvreté.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2019

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2019

BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

ABRIS ET SITES D'INSTALLATION. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Renforcer les réponses appropriées en matière d'abris tenant compte des besoins de protection

75 000 personnes recevront des unités de logement, qui amélioreront les conditions d'hébergement des familles vulnérables.

Concevoir et mettre en œuvre des stratégies de réponse progressives

15 opérations bénéficieront d'une aide pour concevoir des stratégies progressives destinées à répondre aux besoins des personnes relevant de la compétence du HCR en leur fournissant des abris d'urgence, semi-permanents et durables.

Renforcer les réponses centrées sur le logement dans les situations de déplacement en milieu urbain

5 opérations élaboreront des stratégies de réponse spécifiquement centrées sur le logement en milieu urbain.

Recourir à des aides en espèces pour renforcer les réponses dans le secteur des abris

5 opérations augmenteront le recours aux aides en espèces pour appuyer les réponses dans le secteur des abris.

Veiller à ce que l'aménagement des sites d'installation humanitaires soutienne le développement local et l'intégration, conformément à la mise en œuvre du CRRF et à la « Politique sur les alternatives aux camps »

10 opérations élaboreront, pour les sites d'installation humanitaires, des plans d'aménagement encourageant à la fois le développement local et l'intégration des personnes relevant de la compétence du HCR.

Santé publique



Une réfugiée rohingya et sa fille nouveau-née, dans le Centre de services intégrés pour les femmes, aménagé par le HCR dans le camp de Kutupalong, à Cox's Bazar, au Bangladesh. Le centre répond à des besoins essentiels en matière de santé et de protection.

Les interventions d'urgence constituent toujours un pilier important de la réponse du HCR dans le domaine de la santé publique. La mise en place d'une solide capacité de réponse technique, associée à des mécanismes de coordination efficaces et à des outils d'appui, restera essentielle pour répondre aux besoins immédiats des personnes déplacées dans les situations de crise. Tout en élaborant une nouvelle stratégie globale pour la santé publique (destinée à remplacer la stratégie 2014-2018), le HCR travaillera en étroite collaboration avec les ministères de la santé pour assurer l'accès de tous les réfugiés à des services de santé publique de qualité, notamment en ce qui concerne la santé de la procréation, le VIH, la sécurité alimentaire, la nutrition et le secteur WASH.

Le HCR élargit ses partenariats, par exemple avec l'OIT, pour accélérer l'inclusion des réfugiés, y compris des réfugiés qui vivent en milieu urbain et hors des camps, dans les systèmes de santé nationaux et les mécanismes

de financement de la santé. Conformément à l'objectif de développement durable 3, qui est de permettre à tous de vivre en bonne santé, le HCR réalisera des évaluations pour aider les opérations à élaborer, en coopération avec les gouvernements, des plans d'intégration pluriannuels examinant les moyens d'inclure durablement les réfugiés.

La prise en charge des maladies non transmissibles reste insuffisante dans les opérations humanitaires. En collaboration avec des partenaires interorganisations, le HCR élabore et déploie des outils destinés à faciliter la gestion clinique de ces maladies, dont des listes d'équipements et de médicaments essentiels, des protocoles cliniques, ainsi que des conseils sur les systèmes de dépistage et de rappel pour améliorer les services correspondants dans les opérations humanitaires.

Après une période intensive de développement et de mise à l'essai, le HCR a lancé en 2018 un nouveau système intégré d'information sur la

santé des réfugiés (iRHIS) permettant de collecter et d'analyser en temps réel les données communiquées par les services de santé des camps de réfugiés, et aux opérations de rendre compte en ligne, de manière plus rapide et plus précise. En 2019, l'organisation assurera un suivi et une surveillance de qualité, améliorera l'interopérabilité et le partage de données avec les systèmes nationaux d'information sanitaire et renforcera l'intégration d'iRHIS dans le système de gestion axée sur les résultats du HCR.

Le HCR intensifiera son appui aux opérations de terrain afin d'assurer des services de santé durables et de meilleure qualité. Pour cela, l'organisation aura recours à une série d'outils, comme la version actualisée du tableau de bord de performance. Conformément au pacte mondial sur les réfugiés et aux principes relatifs à la couverture maladie universelle, le HCR poursuivra sa collaboration avec des partenaires comme le Fonds mondial, l'Alliance Gavi et l'OMS, entre autres, pour renforcer l'aide financière, technique et matérielle offerte aux gouvernements en vue de faciliter l'inclusion des réfugiés dans les systèmes et services de santé nationaux.

L'intégration des services de santé mentale et de l'accompagnement psychosocial dans les systèmes de santé reste importante pour le HCR. L'organisation continue de soutenir ses partenaires au moyen d'outils et d'activités de renforcement des capacités, afin de faciliter l'intégration des soins de santé mentale dans les services de médecine générale, ainsi que l'introduction d'interventions psychologiques modulables.

Santé de la procréation et VIH

Les services de santé procréative font partie intégrante des programmes de santé publique. En 2019, le HCR continuera à renforcer la coordination et la collaboration avec ses partenaires pour élargir et améliorer l'accès à des

soins de santé maternelle de qualité, dont des soins néonataux et obstétricaux d'urgence intégrés, assurés dans le cadre d'interventions à fort impact et de faible coût. L'organisation lancera de nouveaux outils, relatifs à la santé maternelle, à la planification familiale et à la santé procréative des adolescents, afin de donner la possibilité à son personnel et à celui de ses partenaires de renforcer leurs capacités avec rapidité et efficacité.

À titre d'exemple, une boîte à outils sur la santé procréative des adolescents renforcera les programmes communautaires axés sur la santé sexuelle et procréative des jeunes. Ces programmes sensibiliseront les jeunes à une série de questions, comme les grossesses précoces, les infections sexuellement transmissibles, le VIH et la planification familiale; ils permettront également de lutter contre la stigmatisation des patients.

En coordination avec d'autres agences, comme le FNUAP, le HCR renforcera les capacités de ses partenaires et leur fournira si nécessaire des ressources supplémentaires. L'organisation intensifiera ses efforts pour assurer l'inclusion des jeunes filles réfugiées dans les programmes nationaux de vaccination contre le papillomavirus, ainsi que l'inclusion des femmes réfugiées dans les programmes nationaux de dépistage et de traitement du cancer du col de l'utérus et de la fistule, dans les pays où ces programmes existent. En outre, le HCR renforcera sa collaboration avec le FNUAP pour améliorer la prise en charge, au niveau des pays, des besoins médicaux et de protection des travailleurs et travailleuses du sexe dans les situations d'urgence humanitaires.

Le HCR et le PAM continueront à diriger conjointement l'Équipe spéciale interinstitutions sur la lutte contre le VIH dans les situations d'urgence humanitaires. Le HCR maintiendra certaines alliances clés, notamment avec le Fonds mondial

de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida et l'ONUSIDA. Ces alliances permettront d'assurer l'accès des réfugiés, y compris des réfugiés qui vivent dans des régions isolées ou peu sûres, au diagnostic et au traitement du paludisme, au dépistage

du VIH et au traitement antirétroviral, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA. Enfin, le HCR continuera de s'élever contre le dépistage obligatoire du VIH dans les pays où il constitue une condition préalable à l'entrée des réfugiés ou à l'octroi de l'asile.

© HCR/David Azar



Bangladesh. Un agent de santé communautaire rend visite à une femme enceinte : il s'assure qu'elle reçoit des soins prénatals et fait le point sur l'état de santé de ses enfants, qui ont tous été soignés dans le centre de santé du HCR, situé à proximité.

Voir la vidéo
(en anglais)



Les travailleurs de santé rohingyas, une planche de salut pour les autres réfugiés

Le HCR soutient 290 agents de santé communautaires dans les camps de Rohingyas au Bangladesh. Des efforts considérables ont été consentis pour les impliquer dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence : ils ont notamment été formés au rôle de primo-intervenants en cas de fortes pluies, de glissements de terrain, d'inondations et de cyclones. Avec l'appui du HCR, la Société bangladaise du Croissant-Rouge a également assuré une formation sur les premiers secours et les interventions en cas d'événements causant un grand nombre de victimes : 2 024 travailleurs communautaires en ont bénéficié dans l'ensemble des camps au premier semestre 2018.

En 2018, pendant la mousson, les agents de santé communautaires du HCR ont aidé et orienté des réfugiés, accompagnant les personnes blessées de leurs abris aux centres de santé. Ils ont signalé les incidents graves ainsi que les décès, via une surveillance continue de la mortalité, aux responsables des sites. Enfin, ils ont aidé les familles affectées à obtenir l'aide adaptée en les mettant en contact avec les équipes de terrain et le personnel de protection.

Sécurité alimentaire et nutrition

De nombreuses populations de réfugiés sont toujours confrontées à des graves problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition. En 2017, une enquête réalisée dans 98 sites accueillant des réfugiés au Bangladesh, au Burundi, au Burkina Faso, au Burundi, à Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, en Mauritanie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Soudan, au Soudan du Sud, au Tchad et en Zambie, a révélé des niveaux de malnutrition aiguë globale inacceptables dans 37% des cas. Ce pourcentage représentait néanmoins une amélioration de 9% par rapport à 2016. Les retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans répondaient

à la norme dans 24% seulement des sites couverts par l'enquête, en dépit d'améliorations très nettes dans 19% des cas. Globalement, l'enquête a mis en évidence une mauvaise situation de santé publique : plus de la moitié des sites connaissaient des niveaux critiques d'anémie infantile, malgré une amélioration dans 17% des cas. D'autres enquêtes, couvrant plus de 60 sites de réfugiés, ont été réalisées en 2018.

Selon les principes contenus dans la feuille de route sur « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – 2018 », le HCR continuera, en collaboration avec ses partenaires, à lutter contre toutes les formes de malnutrition en renforçant la prévention, la détection et

le traitement. Cette action sera complétée par un soutien aux pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, ainsi que par une approche multisectorielle de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Le HCR étudiera également des méthodes innovantes et non invasives pour identifier et détecter l'anémie.

La sécurité alimentaire des réfugiés reste très préoccupante dans de nombreux contextes, où les réductions des rations alimentaires ont des répercussions sur l'aide de base. Les pays particulièrement exposés à la sécheresse en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Sahel, sont les plus touchés. Conformément aux Principes conjoints de ciblage de l'aide pour répondre aux besoins alimentaires et autres besoins essentiels des personnes relevant de la

compétence du HCR, le HCR et le PAM continueront de travailler dans différents pays pour veiller à ce que l'aide soit fournie aux personnes qui en ont le plus besoin, tout en continuant à recommander une approche collective pour combler les lacunes dans l'assistance.

Guidés par plusieurs accords globaux, concernant notamment la collaboration sur les aides en espèces (mai 2017), le ciblage (janvier 2018), l'autosuffisance (septembre 2016) et plus récemment, le partage de données (septembre 2018), le HCR et le PAM étendent leur collaboration à tous les niveaux. L'un des résultats de cette démarche est l'engagement d'œuvrer à une plus grande interopérabilité des systèmes qui assure un usage plus efficace et plus efficient des fonds des donateurs.

Conformément au CRRF, le HCR soutiendra la conception de réseaux de distribution de l'eau et d'assainissement durables dès le début des situations d'urgence. Ceci permettra d'assurer une transition fluide entre les services d'urgence et les services à plus long terme dans le secteur WASH. En 2018, l'organisation a réduit le coût de l'approvisionnement en eau grâce à une amélioration des systèmes solaires de pompage de l'eau au Bangladesh, au Kenya, en Mauritanie, en République-Unie de Tanzanie et au Soudan. En s'inspirant de ces initiatives, le HCR adoptera en 2019 des solutions technologiques rentables et respectueuses de l'environnement, et encouragera l'intégration de la fourniture de services aux réfugiés dans les plans de développement nationaux. Le HCR continuera à préserver l'intégrité technique des réponses WASH, publiera

des recommandations sur les moyens d'intégrer les services WASH destinés aux réfugiés dans les systèmes nationaux et élaborera un système de suivi optimisé des camions-citernes pour responsabiliser les services et améliorer la qualité de l'eau potable. La distribution de protections périodiques à toutes les femmes et les jeunes filles est considérée comme un standard établi et se poursuivra en 2019; toutes les dimensions de la gestion de l'hygiène menstruelle seront prises en compte afin de garantir la dignité et la santé des bénéficiaires.

En 2019, le HCR constituera également des capacités pour accroître la mise en œuvre des principes directeurs sur la promotion de l'hygiène dans toutes les opérations WASH.

Eau, assainissement et hygiène



Après l'école, Rihanna Siraj, 15 ans, remplit un jerrycan d'eau pour le rapporter dans la maison qu'elle partage avec ses sœurs à Kakuma (Kenya). Sa sœur aînée, Fauzia, travaille pour que la jeune fille puisse aller en classe dans une école primaire locale financée par le HCR.

DOMAINES D'INTERVENTION PRÉVUS EN 2019

PRINCIPALES RÉALISATIONS CIBLÉES EN 2019

BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS

RENFORCER LA RÉPONSE ET L'EXÉCUTION DE PROGRAMMES DANS LES SECTEURS DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ PROCRÉATIVE, DE LA NUTRITION ET WASH. EN 2019, LE HCR PRÉVOIT DE :

Continuer d'investir dans les données relatives à la santé publique, à la nutrition et au secteur WASH pour guider les réponses centrées sur les besoins et la prise de décisions fondée sur des données réelles

Assurer l'intégrité technique et la qualité des programmes de santé publique, de nutrition et WASH, avec un soutien spécifique pour accroître l'inclusion dans les systèmes nationaux

Continuer d'investir dans l'évaluation, la réponse et la coordination rapides et efficaces des soins de santé primaires dans les situations d'urgence de réfugiés

Les personnes souffrant de maladies non transmissibles), notamment de problèmes de santé mentale, sont mieux identifiées, gérées et protégées. Il en résulte une réduction de la morbidité et de la mortalité prématurées, ainsi que des risques de protection

Offrir un appui à au moins 22 pays déclarants afin de veiller à ce qu'ils utilisent le système intégré d'information sur la santé pour guider leurs programmes dans ce domaine, ainsi que pour détecter les départs d'épidémie et y répondre.

Mettre en œuvre et déployer les outils relatifs à la version révisée des enquêtes nutritionnelles élargies et standardisées.

Collecter des données sur l'accès aux services WASH pour les 8,8 millions de réfugiés recevant un soutien direct du HCR dans ce domaine.

Élaborer des plans d'intégration pluriannuels spécifiquement conçus pour certains pays au moyen de missions d'experts techniques dans 4 ou 5 pays.

Offrir un appui technique au déploiement des nouveaux outils d'évaluation et de coordination de la santé publique en situation d'urgence dans 100% des nouvelles situations d'urgence de réfugiés en 2019.

D'ici fin 2019, faciliter l'introduction de protocoles et d'outils de gestion intégrée des maladies non transmissibles prioritaires dans 4 à 6 pays supplémentaires.